REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 MAI 2023 A 20 H 15

L'an deux mil vingt-trois, le dix mai à vingt heures quinze, le Conseil Municipal s'est réuni à la mairie, sous la présidence de M. Maxime GROSHENRY, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 19 – Quorum : 10

Membres présents : M. Maxime GROSHENRY, M. Nicolas DEMOLY, Mme Isabelle LEFEBVRE, M. Christophe FAIVRE-PIERRET, Mme Anne HENRY, M. Patrice PRETOT, M. Michel DARTEVEL, Mme Mireille PICARD, Mme Laurence JACQUIER, Mme Isabelle GAINET, Mme Nathalie LAURENT, Mme Christina MARCHAND, M. Ghislain VICAIRE, M. David BOILLIN, M. Pierre CLAUSSE, M. Emmanuel LACOMBE, M. David HUMBERT

Membres absents et excusés : Mme Bénédicte CHARITE, excusée, pouvoir à M. Michel DARTEVEL, Mme Corinne BERTRAND, excusée, pouvoir à Mme Anne HENRY

Président de la séance : M. Maxime GROSHENRY

Secrétaire : En application de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal nomme Mme Laurence JACQUIER pour remplir les fonctions de secrétaire

ORDRE DU JOUR :

- 1) Centre de Gestion du Doubs :
 - Désignation du référent déontologue des élus
 - Adhésion à la mission d'assistance et de conseil
- 2) CCLL : candidature équipement sportif
- 3) Atelier municipal : Assainissement
- 4) Ressources humaines : point sur le personnel
- 5) Questions diverses

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 29 mars 2023 est approuvé à la majorité.

Le Maire propose de rattacher le point suivant à l'ordre du jour :

- **Informatique – Serveur : Demande de subvention DETR pour l'acquisition et la mise en service d'un nouveau serveur informatique**

Le Conseil Municipal accepte, à l'unanimité, d'inscrire ces points à l'ordre du jour.

CENTRE DE GESTION DU DOUBS : DESIGNATION DU REFERENT DEONTOLOGUE DES ELUS ET ADHESION A LA MISSION D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL MISE EN PLACE PAR LE CENTRE DE GESTION DU DOUBS

Le Maire informe le Conseil Municipal que la loi dite « 3DS » du 21 février 2022 et un de ses décrets d'application paru au Journal Officiel du 7 décembre 2022 prévoient que chaque élu local devra être en mesure, à compter du 1^{er} juin 2023, de pouvoir consulter un référent déontologue chargé de « **lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques** consacrés par la charte de l'élu local inscrite depuis 2015 à l'article L.111-1-1 du code général des collectivités territoriales ».

Dépourvu de pouvoir de sanction, le référent déontologue accompagne les élus afin de les prémunir contre les risques juridiques, et en particulier les risques de poursuites pénales liés, par exemple, aux situations de **conflits d'intérêts** dans lesquelles ils peuvent se retrouver dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Il peut également les conseiller sur les mesures à prendre lorsqu'ils sont sollicités par des représentants d'intérêts. Le référent déontologue peut également les aider à mieux mettre au service de l'intérêt général les ressources et les moyens dont ils disposent pour l'exercice de leurs mandats.

Dans cette optique, le Maire propose au Conseil Municipal de délibérer afin d'adhérer à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le centre de gestion du Doubs, dans les termes suivants :

Le Conseil Municipal,

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.452-30 et L.452-40 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1-1 et R.1111-1-A à R.1111-1-D ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local ;

Vu le projet de convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le centre de gestion du Doubs ;

Vu la liste des référents déontologues proposée par le Centre de gestion du Doubs :

Considérant que la loi 3DS du 21 février 2022 a complété l'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d'une charte de l' élu local, afin de prévoir que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect » de ces principes ;

Considérant que ce référent doit être désigné par l'organe délibérant de chaque collectivité et établissement public local ;

Considérant que le centre de gestion propose une mission d'assistance et de conseil permettant de prendre en charge l'ensemble des démarches afin de faciliter la mise en œuvre des obligations réglementaires ;

après en avoir délibéré :

- **DECIDE** de désigner en qualité de référents déontologues des élus, les personnes suivantes :
 - M. Stéphane BARTEAUX, magistrat administratif ;
 - M. Christian BAUZERAND, magistrat administratif ;
 - Mme Pascaline BOULAY, magistrat administratif ;
 - Mme Aurore GRANERO, maître de conférences en droit public ;
 - M. Xavier MONLAÛ, magistrat administratif ;
- **PRECISE** que cette liste pourra évoluer, pendant toute la durée fixée pour l'exercice de leurs fonctions, conformément à celle retenue par le centre de gestion ;
- **FIXE** à six ans la durée d'exercice de leurs fonctions ;
- **FIXE** les modalités de leur saisine et de l'examen de celle-ci, les conditions dans lesquelles les avis sont rendus, les moyens matériels mis à leur disposition et les modalités de rémunération conformément à la convention jointe ;
- **ADOpte** la charte de l' élu local telle que définie en annexe ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et à inscrire les dépenses afférentes au budget.

Annexe à la délibération 2023-05-01
Charte de l' élu local
(engagement déontologique et éthique des élus)

Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par le présent engagement déontologique et éthique, ainsi que conformément aux principes définis à l'article L1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales.

Soucieux de l'intérêt général, et porteur des valeurs de la démocratie, les élus de TARCENAY-FOUCHERANS entendent s'engager sur les valeurs afin de venir parfaire et compléter le corpus de texte déontologiques nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

L'esprit du présent texte est d'une part, d'assumer pleinement les responsabilités qui découlent d'un mandat électif, et d'assurer un engagement plein et entier au service de l'intérêt général et du citoyen, dans le strict respect de la loi. D'autre part, de retrouver la confiance des citoyens en faisant évoluer les pratiques politiques vers un profond sens éthique ainsi qu'une intégrité irréprochable.

Des principes déontologiques applicables par les élus locaux

L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

Impartialité

L'impartialité de l' élu local implique nécessairement pour lui de ne pas se servir de sa position pour avantager ou léser indûment, ni un individu ni une quelconque catégorie de personnes physiques ou morales.

Le respect de ce principe implique, en outre, d'observer scrupuleusement l'obligation de déport présente à l'article L2131-11 CGCT, en ce qui concerne ses intérêts propres, ou des intérêts familiaux ou professionnels liés à une quelconque affaire.

L' élu local exerce son mandat en l'absence de tout préjugé. Il veille à éviter toute situation de dépendance à l'égard de personnes physiques ou morales, qui aurait pour conséquences de le soumettre à des contraintes autres que celle de la loi et des règlements.

Diligence

La diligence, s'entend, pour l' élu local dont la collectivité adhère au présent engagement, comme une obligation morale, quelles que soient ses fonctions, de participer aux réunions et aux travaux des organes dont il fait partie, ainsi que d'une obligation de célérité dans les tâches qui lui sont confiées.

Les élus de la majorité s'engage à respecter la part des travaux et participations des élus de l'opposition, et ce dans un impératif de bon fonctionnement démocratique.

Dignité

Les élus locaux sont tenus d'avoir une attitude qui évite de porter le discrédit sur les institutions démocratiques et l'administration et qui ne compromette pas sa réputation, ni ne porte atteinte à son image ou à l'honneur de la fonction élective.

Plus largement, les relations qu'ils entretiennent avec les citoyens, les autres élus, les agents de leurs administrations ainsi que les différents partenaires des institutions doivent être courtoises, modérées, et rester dignes en tout temps. Les élus se doivent également d'être à l'écoute de leurs interlocuteurs.

Probité et Intégrité

L'élu local fait preuve d'une honnêteté scrupuleuse dans l'exercice de son mandat électoral. Il l'exerce donc de manière désintéressée, et n'utilise pas les moyens de l'administration à des fins détournées et personnelles. Les moyens en personnel et en matériel, le cas échéant, mis à leur disposition, sont exclusivement réservés à l'accomplissement des tâches relatives à l'exercice de leurs fonctions électives.

Il en va ainsi pour les moyens matériels, tels que les outils informatiques et de communication, les fournitures administratives, l'affranchissement, la reprographie, de même que pour les moyens plus spécifiques tels que les bureaux ou les véhicules.

Ils veillent, en outre, à faire une utilisation loyale et raisonnée des deniers publics.

De la prévention des conflits d'intérêts.

L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

Conflit d'intérêt

Constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

Dans l'exercice de leurs mandats, les élus doivent cesser, ou faire cesser, et faire en sorte de prévenir, les situations de conflits d'intérêts dans lesquelles ils pourraient se trouver ou se trouvent déjà.

Déport

Le déport est l'action de se désister d'un dossier susceptible d'entraîner un conflit d'intérêt réel ou supposé.

Les situations suivantes constituent un intérêt impliquant le déport de l'élu concernant un dossier qu'il est supposé traiter directement, ou indirectement ou sur lequel il est supposé avoir un pouvoir de décision, seul ou en assemblée :

- Lien de parenté, directe ou indirecte,
- Relation professionnelle directe, hiérarchique ou non,
- L'appartenance à un même organisme, public ou privé, qu'un tiers en cause,
- L'appartenance ancienne, réelle ou supposée, à un organisme en cause,

Cette liste n'est pas limitative et chaque élu prend en compte, pour évaluer si la situation nécessite ou non un déport, l'intensité de l'intérêt, sa nature, ses effets au regard du dossier, de la mission, et des valeurs de l'institution à laquelle il appartient.

En cas de déport, l'élu doit s'abstenir de traiter ou d'influencer le traitement d'affaires pour lesquelles il pense se trouver dans une situation de conflit d'intérêts.

Prévention

Il est, en outre, possible pour l'élu de s'inspirer de la liste des mesures prévues à l'article 25 bis II de la loi n°83-634 du 13 juillet 83, portant droits et obligations des fonctionnaires, lorsqu'il estime se trouver dans les situations sus évoquées.

De même, l'élu reconnaît avoir pris connaissance de l'article 432-12 du Code pénal, qui précise notamment que « Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction ».

Obligation de transparence et devoir de responsabilité de l' élu

Transparence

L' élu s' engage à remplir, conformément à la loi sur la transparence de la vie publique du 11 octobre 2013, une déclaration d' intérêt renseignant :

- Ses activités professionnelles ayant donné lieu à rémunération ou gratification, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses activités de consultant, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses participations aux organes dirigeants d' un organisme public ou privé ou d' une société, actuelles ou lors des 5 dernières années,
- Ses participations financières dans le capital d' une société à la date de l' élection ou de la nomination,
- Les activités professionnelles exercées à la date de l' élection ou de la nomination par le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin,
- Ses fonctions bénévoles susceptibles de faire naître un conflit d' intérêts,
- Ses fonctions et mandats électifs exercés à la date de l' élection ou de la nomination.

De même, dans l' exercice de ses fonctions, l' élu local s' abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

Responsabilité

Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l' ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Du référent déontologue

Il est procédé à la nomination d' un ou plusieurs référents déontologues qui ont pour mission de veiller au respect des présents engagements, et d' examiner les conflits d' intérêts.

Le référent déontologue est une personnalité qualifiée désignée par arrêté, par le président du Centre de gestion du Doubs. Il est compétent pour répondre aux saisines des élus des collectivités ayant adopté par délibération les présents engagements, sur toute question relative à l' application des principes déontologiques et éthiques qui y sont contenus, sur la question des conflits d' intérêts.

Dans le cadre de sa mission, le référent déontologue du Centre de gestion est assisté par un agent qualifié du centre de gestion, qualifié d' assistant déontologue. Il transmet sans délai toutes saisines au référent déontologue, et instruit les dossiers.

De la saisine du référent déontologue

Le référent déontologue du Centre de gestion du Doubs peut être saisi par tout élu d' une collectivité ayant choisi d' adhérer par délibération, au présent dispositif.

La saisine se fait via le formulaire de saisine sur le site du centre de gestion du Doubs (www.cdg25.org).

Le référent déontologue apprécie si la demande relève de son champ de compétence, sinon il renvoie ladite demande à l' administration, pour un traitement par le service compétent.

Il peut être saisi par tout élu qui souhaite, pour son cas personnel, le consulter sur le respect des principes énoncés dans les présents engagements. Les saisines sont, en tout état de cause, confidentielles et ne peuvent être rendues publiques que par l' élu concerné.

Lorsqu' il constate un manquement aux principes ici énoncés, le référent en informe l' auteur de la saisine, et lui fait part de toutes préconisations nécessaires pour se conformer à ses devoirs.

En cas de fait pénal, le référent déontologue est contraint d' informer le procureur de la république.

COMMUNAUTE DE COMMUNES LOUE LISON (CCLL) : CANDIDATURE EQUIPEMENT SPORTIF

M. Nicolas DEMOLY et M. Christophe FAIVRE-PIERRET, Adjoint, informent le Conseil Municipal, que 4 communes sur 6 restent en « concurrence » pour le projet d'équipement sportif de la Communauté de Communes Loue Lison : Epeugney – Les Monts Ronds – Montrond le Château – Tarcenay-Foucherans.

Suite au dépôt de dossier de candidature, ils ont répondu à quelques questions et une étude du terrain susceptible d'accueillir le projet devra être effectuée.

Sur la commune, le terrain est déjà cartographié dans le PLU datant de 2007, comme prévu pour un équipement sportif.

ATELIER MUNICIPAL - ASSAINISSEMENT

Ce point est retiré de l'ordre du jour et reporté lors d'un prochain conseil municipal.

RESSOURCES HUMAINES : POINT SUR LE PERSONNEL

Le Maire informe le Conseil Municipal qu'au 1^{er} juin 2023, Mme Stéphanie LEBAIL intégrera le secrétariat. Elle assurera la tenue de l'agence postale le matin et sera au secrétariat de mairie l'après-midi.

Concernant Mme LEBAIL, suivant les renseignements qui seront pris auprès du centre de gestion du Doubs pour le recrutement, il conviendra (peut-être) de supprimer un poste d'adjoint administratif et de créer un poste de rédacteur.

A cette même date, Mme Annie ALLEMANDET, sera le mercredi matin dans les locaux de la mairie de Tarcenay et non plus sur Foucherans.

INFORMATIQUE – SERVEUR : DEMANDE DE SUBVENTION DETR POUR L'ACQUISITION ET LA MISE EN SERVICE D'UN NOUVEAU SERVEUR INFORMATIQUE

Le Maire rappelle le contexte au Conseil Municipal : le serveur informatique actuel, qui a cinq ans, doit être remplacé par un serveur plus performant et acceptant les dernières mises à jour de la suite logiciel Berger-Levrault.

Ce projet est susceptible de bénéficier d'une subvention Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
Financements publics			
Etat	DETR	1 350 €	30% plafond subventionnable de 4 500 €
Auto-financement			
Fonds propres		9 748,23 €	
Emprunt			
Total HT		11 098,23 €	

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

Date de lancement de l'appel d'offre : Mai 2023

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : Juillet 2023

Date prévisionnelle de fin de l'opération : Septembre 2023

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la réalisation du projet présenté estimé à 11 098,23 € HT
- approuve le plan de financement exposé
- autorise le Maire à solliciter une subvention Etat au titre de la DETR

QUESTIONS DIVERSES

➤ Cérémonie du 8 mai

Suite à la cérémonie s'étant déroulée à Foucherans, plusieurs élus présents indiquent qu'ils ont apprécié la présence des enfants scolarisés en primaire.

D'autres indiquent que le site de Foucherans est plus agréable pour de telle cérémonie que celui de Tarcenay au bord de la départementale 67 et pourquoi ne pas organiser les futures cérémonies (8 mai et 11 novembre) sur ce site.

M. Pierre CLAUSSE demande si un mât ne pourrait pas être acheté et posé sur le site de Foucherans.

➤ Club du 3^{ème} âge

Le Maire informe le Conseil Municipal d'une remarque qui lui a été faite concernant le club du 3^{ème} âge et notamment la difficulté d'accéder aux toilettes depuis la salle à l'étage : il rappelle aux élus qu'une proposition a déjà été faite aux anciens pour s'installer dans la grande salle et avoir les toilettes accessibles mais qu'ils ont refusé.

Dans les années à venir et suite au regroupement des classes à Tarcenay, peut-être qu'une salle de classe pourrait être mise à disposition après quelques modifications et aménagements.

➤ SARL Devillers Norbert

Un bornage devant la maison de chez « Suzon » est prévu le 16 mai 2023 avec un géomètre : un échange de terrain sera fait avec la commune et l'entreprise DEVILLERS afin de « simplifier » les

limites et faciliter l'entretien des parcelles.

Le Maire indique également que la SARL Devillers a effectué le changement de chaudière à la salle des fêtes de Tarcenay et qu'il tient à indiquer aux élus le geste fait par l'entreprise : la facture a été réduite de 3 000 € car le temps estimé sur le devis était bien supérieur à celui passé réellement.

➤ **Demande location de salle (association sportive)**

Le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a reçu par mail une demande de location de salle de M. David TORNIER, habitant la commune (3 rue des Sorbiers) pour donner des cours de Krav Maga par le biais de son association PALUEM.

Le Krav Maga est une méthode d'autodéfense, basée sur 4 principes : simplicité, rapidité, efficacité et maîtrise de soi.

M. TORNIER recherche une salle pour effectuer 2 séances par semaine : un créneau adulte (19h30 – 21 h 00) et un créneau enfant (18 h 30 – 19 h 30) et si possible le même jour.

Après discussion, le Conseil Municipal donne son accord et une participation sera demandée à l'association de M. TORNIER pour participer au frais de la salle des fêtes.

Des créneaux seront définis ultérieurement.

➤ **Carrefour Express**

Quelques responsables de la société Carrefour vont venir effectuer une visite de l'atelier communal actuel (future implantation possible du magasin) le mardi 23 mai 2023.

➤ **Licence IV**

Le Maire rappelle que la commune, détentrice de 2 licences IV devra activer celle correspondant à l'ancien restaurant « La Baraque des Violons » avant la fin du mois d'octobre 2023.

Il rappelle que celle de l'ancienne société « DEVILLERS Monique » réactivée en fin d'année 2022 a apporté le bénéfice de 5 207.97 € réparti entre plusieurs associations de la commune.

Le Maire demande aux élus de réfléchir à un mode de fonctionnement pour cette prochaine ouverture et pose plusieurs questions :

- Procède-t-on de la même manière que l'an passé ?
- Demande-t-on toujours aux mêmes associations ?
- Faut-il créer une association spécifique pour ces événements ?

Il sera de nouveau question de ce point lors d'une prochaine réunion afin de définir tous ces points.

➤ **Mairie**

M. Christophe FAIVRE-PIERRET, Adjoint, informe le Conseil Municipal que l'aménagement de la mairie et plus spécifiquement le réaménagement de l'accueil et du secrétariat sera prévu sur le budget de l'an prochain afin de ne pas impacter le budget de 2023.

➤ **Logiciel Cimetière**

M. Patrice PRETOT, Adjoint, informe le Conseil Municipal que le logiciel FINALYS, logiciel utilisé pour la gestion du cimetière nécessite une mise à jour.

L'entreprise FINALYS propose un devis permettant cette mise à jour de 615 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal donne son accord pour cette mise à jour et autorise le Maire à signer ce devis.

➤ **Adressage**

Le Maire informe le Conseil Municipal que la commune est dans l'obligation de tenir à jour une base d'adressage locale. Cette obligation fait suite à la loi 3DS relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale adoptée par l'Assemblée Nationale et le Sénat les 8 et 9 février 2022.

LISTE DES DELIBERATIONS PRISES

n° des délibérations prises au cours de cette séance	Objet de la délibération
2023-05-01	Centre de Gestion : désignation du référent déontologue des élus et adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le centre de gestion du Doubs
2023-05-02	Serveur informatique : demande de subvention DETR pour l'acquisition et la mise en service d'un nouveau serveur informatique

SIGNATURES

M. Maxime GROSHENRY,
Maire

Mme Laurence JACQUIER,
Secrétaire de séance